

## MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

2000

6 juillet .... Décret n° 2000-465 portant nomination du directeur général de la Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNEPCI) ou du Groupe Fraternité Matin.

571

## ACTES DES INSTITUTIONS

### COUR SUPREME

30 juin ..... Décret n° 2000-452 portant nomination de M. BOGA Tagro Antoine, conseiller à la Cour suprême.

571

## PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces.

572

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES PRÉSIDENTIELS

*DECRET n° 04 PR. du 27 juillet 2000 portant nomination du Secrétaire général de la Présidence de la République.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'acte constitutionnel n° 01/99 PR. du 27 décembre 1999 portant suspension de la Constitution et organisation provisoire des pouvoirs publics,

DECRETE :

Article premier. — M. ZIRIMBA Aka Marcel est nommé Secrétaire général de la Présidence de la République.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 27 juillet 2000.

Général GUEI Robert

### ACTES DU GOUVERNEMENT

*ORDONNANCE n° 2000-484 du 12 juillet 2000 portant modification de la loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de Prévoyance sociale.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 01/99 PR. du 27 décembre 1999 portant suspension de la Constitution et organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu la loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de Prévoyance sociale ;

Le Conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — L'article 150 alinéa 4 et l'article 169 de la loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de Prévoyance sociale sont modifiés comme suit :

*Article 150 alinéa 4 (nouveau).* — « Le montant maximum de la pension versée au titre de la branche retraite est de 50 % du salaire moyen d'activité ».

*Article 169 (nouveau).* — « Les dispositions du présent Code sont applicables pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Toutefois, le mode de calcul de la pension de retraite par le système de pourcentage, tel que défini à l'article 150 de la présente loi prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 ».

Art. 2. — La présente ordonnance qui abroge toute disposition antérieure contraire, sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 12 juillet 2000.

Général GUEI Robert.

### PREMIER MINISTRE MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

*ARRETE n° 50 PM./MPD. CAB. du 30 juin 2000 portant nomination de M. KOFFI Koffi Paul en qualité de coordonnateur national du Programme d'Ajustement sectoriel des Transports (CI-PAST).*

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT,

Vu l'ordonnance n° 01/99 PR. du 27 décembre 1999 portant suspension de la Constitution et organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret n° 2000-380 du 18 mai 2000 portant nomination des membres du Gouvernement de transition, tel que modifié par le décret n° 2000-382 du 24 mai 2000 ;

Vu le décret n° 2000-385 du 24 mai 2000 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 30 PM. CAB. du 12 mai 1998 portant nomination de Mlle KABA Nialé en qualité de coordonnateur national du Programme d'Ajustement sectoriel des Transports (CI-PAST),

ARRETE :

Article premier. — M. KOFFI Koffi Paul, ingénieur statisticien économiste, conseiller économique du Premier Ministre, est nommé coordonnateur national du Programme d'Ajustement sectoriel des Transports (CI-PAST).

Art. 2. — Le coordonnateur assure notamment, conformément au manuel de mise en œuvre du coordonnateur national du Programme d'Ajustement sectoriel des Transports (CI-PAST) :

— La coordination de l'exécution des différentes composantes du Programme par les ministères techniques et structures concernées ;

— La consolidation et le suivi des comptes du projet ;

— Le suivi de l'audit technique du projet ;

— La coordination des relations avec les bailleurs de Fonds.

Art. 3. — L'arrêté n° 30 PM. CAB. du 12 mai 1998 susmentionné est abrogé.